



Exploration Midland inc.

États financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015



Le 8 décembre 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Exploration Midland Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Exploration Midland Inc., qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2016 et 2015 et les états du résultat global, des variations des capitaux propres et des tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Exploration Midland Inc. aux 30 septembre 2016 et 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123642

Exploration Midland inc.

États de la situation financière

Aux 30 septembre 2016 et 2015

	Au 30 septembre	
	2016	2015
	\$	\$
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	1 467 414	5 862 953
Placements (note 6)	8 729 000	4 535 807
Comptes débiteurs	97 433	99 057
Taxes de vente à recevoir	257 650	183 942
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	755 105	73 713
Frais payés d'avance	63 110	55 187
	11 369 712	10 810 659
Actifs non courants		
Placement – portion non courante (note 6)	3 078 910	6 496 000
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir – portion non courante	115 503	-
Avances payées pour frais d'exploration	344 624	-
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)		
Propriétés d'exploration	1 506 118	1 200 584
Frais d'exploration et d'évaluation	8 041 811	5 900 412
	9 547 929	7 100 996
	13 086 966	13 596 996
Total de l'actif	24 456 678	24 407 655
Passifs		
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer	646 494	670 350
Avances reçues pour travaux d'exploration	15 036	141 170
Total du passif	661 530	811 520
Capitaux propres		
Capital social	32 332 811	31 288 335
Bons de souscription (note 8)	1 997 093	2 113 643
Surplus d'apport	2 224 411	2 088 784
Déficit	(12 759 167)	(11 894 627)
Total des capitaux propres	23 795 148	23 596 135
Total du passif et des capitaux propres	24 456 678	24 407 655

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Au nom du conseil d'administration

(s) Jean-Pierre Janson
Jean-Pierre Janson
Administrateur

(s) Gino Roger
Gino Roger
Président, administrateur

Exploration Midland inc.

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Produits		
Honoraires de gestion de projets	107 423	299 418
Gain résiduel sur option d'actifs miniers	-	2 034
	107 423	301 452
Charges opérationnelles		
Salaires	456 275	348 858
Rémunération à base d'actions	96 951	66 913
Déplacements	77 029	62 415
Loyer et assurances	50 095	50 664
Frais de bureau	83 956	92 225
Frais réglementaires	34 282	44 301
Conférences et implication dans l'industrie minière	127 278	99 544
Communiqués de presse et relations avec les investisseurs	61 643	60 601
Honoraires professionnels	243 980	236 859
Exploration générale	18 543	2 878
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	82 174	225 826
Charges opérationnelles	1 332 206	1 291 084
Autres gains ou pertes		
Produits d'intérêts	225 491	121 237
Résultat net avant impôt sur les bénéfices	(999 292)	(868 395)
Recouvrement d'impôt différé (note 11)	192 134	239 297
Résultat net et global	(807 158)	(629 098)
Résultat de base et dilué par action (note 10)	(0,01)	(0,02)

Le résultat net et global est entièrement attribuable aux actionnaires d'Exploration Midland inc.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

États des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2015	53 259 052	31 288 335	2 113 643	2 088 784	(11 894 627)	23 596 135
Résultat net et global	-	-	-	-	(807 158)	(807 158)
Placement privé accréditif	835 365	710 060	-	-	-	710 060
Moins : la prime	-	(192 134)	-	-	-	(192 134)
	835 365	517 926	-	-	-	517 926
Exercice d'options	25 000	21 500	-	(6 500)	-	15 000
Exercice de bons de souscription courtiers	555 000	505 050	(116 550)	-	-	388 500
Rémunération à base d'actions	-	-	-	142 127	-	142 127
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(57 382)	(57 382)
Solde au 30 septembre 2016	54 674 417	32 332 811	1 997 093	2 224 411	(12 759 167)	23 795 148

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2014	30 306 512	17 270 485	30 818	1 959 018	(10 229 314)	9 031 007
Résultat net et global	-	-	-	-	(629 098)	(629 098)
Placements privés	21 885 857	13 323 007	1 997 093	-	-	15 320 100
Placement privé accréditif	1 066 683	906 680	-	-	-	906 680
Moins : la prime	-	(211 837)	-	-	-	(211 837)
	1 066 683	694 843	-	-	-	694 843
Rémunération à base d'actions	-	-	-	98 948	-	98 948
Bons de souscription expirés	-	-	(30 818)	30 818	-	-
Bons de souscription courtiers	-	-	116 550	-	(116 550)	-
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(919,665)	(919 665)
Solde au 30 septembre 2015	53 259 052	31 288 335	2 113 643	2 088 784	(11 894 627)	23 596 135

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation		
Résultat net	(807 158)	(629 098)
Ajustement pour :		
Gain résiduel sur option d'actifs miniers	-	(2 034)
Rémunération à base d'actions	96 951	66 913
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	82 174	225 826
Recouvrement d'impôt différé	(192 134)	(239 297)
	(820 167)	(577 690)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	1 624	(36 074)
Taxes de vente à recevoir	(73 708)	(65 607)
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	(5 320)	(6 650)
Frais payés d'avance	(7 923)	(31 019)
Comptes créditeurs et charges à payer	(81 163)	(58 608)
Avances reçues pour travaux d'exploration	(126 134)	(229 159)
	(292 624)	(427 117)
	(1 112 791)	(1 004 807)
Activités de financement		
Placements privés	-	15 320 100
Placement privé accréditif	710 060	906 680
Exercice d'options	15 000	-
Exercice de bons de souscription	388 500	-
Frais d'émission d'actions	(57 382)	(919 665)
	1 056 178	15 307 115
Activités d'investissement		
Additions aux placements	(5 311 910)	(11 031 807)
Dispositions de placements	4 535 807	2 060 000
Additions aux propriétés d'exploration	(340 618)	(300 840)
Dispositions de propriétés d'exploration	-	30 000
Avances payées pour frais d'exploration	(344 624)	-
Additions aux frais d'exploration et d'évaluation	(2 941 722)	(924 615)
Crédits d'impôt et droits miniers reçus	64 141	60 505
	(4 338 926)	(10 106 757)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 395 539)	4 195 551
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début (note 5)	5 862 953	1 667 402
Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin (note 5)	1 467 414	5 862 953

Voir note 15 pour des informations additionnelles

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Exploration Midland inc. (« la Société »), constituée au Canada le 2 octobre 1995 et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), est une entreprise d'exploration minière. Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières. L'adresse de son siège social est le 1, Place Ville-Marie, bureau 4000, Montréal, Québec, H3B 4M4. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole MD.

Jusqu'à ce qu'il soit déterminé qu'elles contiennent des réserves ou des ressources minérales économiquement exploitables, les propriétés sont classées comme propriétés d'exploration. Le recouvrement des actifs d'exploration et d'évaluation dépend : de la découverte de réserves et de ressources économiquement récupérables; de l'obtention et du maintien de titres et d'intérêt bénéficiaire dans les propriétés; de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à l'exploration et de la vente profitable des actifs. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et peut ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Base d'établissement

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). Les conventions comptables, les méthodes de calcul et de présentation appliquées dans les présents états financiers sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées au cours de l'exercice financier précédent. Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 8 décembre 2016.

2.2 Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique à l'exception de certains actifs à la juste valeur.

2.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.4 Actifs et activités d'exploration contrôlés conjointement

Un actif contrôlé conjointement implique le contrôle conjoint et permet la possession conjointe par la Société et d'autres entrepreneurs d'actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise, sans la création d'une société, d'une association ou d'une autre entité.

Lorsque les activités de la Société sont effectuées par l'entremise d'actifs et d'activités d'exploration contrôlés conjointement, les états financiers englobent la quote-part des actifs et des passifs, de même que des produits et des charges de la Société dans les activités.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.5 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat qui sont initialement évalués à la juste valeur. Les actifs et les passifs financiers sont évalués ultérieurement comme il est indiqué ci-après.

La catégorie d'instruments financiers détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation soit en résultat ou en autres éléments du résultat global des produits et des charges qui en résulteront. Tous les produits se rapportant aux instruments financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les autres gains ou pertes.

a) Actifs financiers

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixe autres que les prêts et créances. Les placements sont classés comme étant détenus jusqu'à leur échéance si la Société a l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance. Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il existe une indication objective que le placement a subi une perte de valeur, déterminée en fonction des notations externes de crédit, l'actif financier est évalué à la valeur actuelle des flux de trésorerie estimatifs futurs. Tout changement apporté à la valeur comptable des placements, y compris les pertes de valeur, est comptabilisé en résultat.

Au 30 septembre 2016, la Société n'avait aucun placement classé comme détenus jusqu'à leur échéance.

Dépréciation d'actifs financiers

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation périodiquement. Les actifs financiers sont dépréciés seulement lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur.

Une indication objective de dépréciation pourrait inclure :

- des difficultés financières importantes de la part de l'émetteur ou du débiteur;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal;
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les comptes débiteurs individuellement significatifs sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'ils sont en souffrance ou qu'il existe des indications objectives qu'une contrepartie en particulier ne respectera pas ses obligations.

b) Passifs financiers

Passifs financiers évalués au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Classement

La Société a adopté les classements suivants pour ses instruments financiers :

Catégorie	Instruments financiers
Prêts et créances	Soldes bancaires et encaisse Certificats de placement garantis Dépôts en fiducie Compte d'épargne à intérêts élevés Comptes débiteurs Intérêts courus à recevoir Avances payées pour frais d'exploration
Passifs financiers évalués au coût amorti	Comptes créditeurs et frais courus Avances reçues pour travaux d'exploration

2.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissable en tout temps sans pénalités.

2.7 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursable sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

2.8 Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés d'exploration et de frais d'E&E. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'activités d'E&E sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont engagés.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les dévaluations accumulées. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés (nets des frais d'E&E rechargés aux partenaires) et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques.

Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- ◆ établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- ◆ déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- ◆ les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- ◆ les activités relatives aux permis; et
- ◆ les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Le produit de la cession d'actifs d'E&E est appliqué par propriété contre les propriétés d'exploration, puis contre les frais d'E&E et tout résiduel est présenté à l'état du résultat global à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués.

Les fonds reçus de partenaires sur certaines propriétés où la Société est l'opérateur, afin d'y effectuer des travaux d'exploration tel que stipulé dans les ententes, sont comptabilisés à l'état de la situation financière comme avances reçues pour travaux d'exploration à venir. Ces avances sont réduites au fur et à mesure que les travaux d'exploration sont effectués. Les frais de gestion reçus lorsque la Société est l'opérateur sont enregistrés à l'état du résultat global lorsque les frais d'E&E sont rechargés au partenaire. Lorsque le partenaire est l'opérateur, les frais de gestion sont comptabilisés à l'état de la situation financière dans les frais d'E&E.

2.9 Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

2.10 Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

2.11 Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajusté pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.12 Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les bons de souscription courtier liés à des financements.

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

2.13 Titres accreditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accreditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accreditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accreditives et une charge d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

2.14 Frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans le déficit dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

2.15 Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global ou capitalisée dans les frais d'E&E à l'état de la situation financière (sauf pour les bons de souscription courtier) selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les bons de souscription courtier liés à des financements, sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres dans le déficit avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue.

Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées reliées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital social.

2.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'achat d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

2.17 Constatation des produits

Les honoraires de gestion de projets reçus lorsque la Société est l'opérateur sont constatés à l'état du résultat global au fur et à mesure que les travaux d'exploration rechargés aux partenaires sont encourus.

2.18 Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

3. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les normes, les amendements et les interprétations publiés les plus pertinents en date de la publication de ces états financiers sont énumérés ci-dessous.

3.1 Normes comptables émises mais non encore en vigueur

a) IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié la première partie de l'IFRS 9. En novembre 2013, l'IASB a publié un nouveau modèle général de comptabilité de couverture, qui fait partie de l'IFRS 9. La version définitive de l'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et inclut une troisième catégorie d'évaluation des actifs financiers (à savoir ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ainsi qu'un seul modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

3. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

L'IFRS 9 remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation qui s'appliquent actuellement aux actifs et aux passifs financiers par un seul et même modèle comportant trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et juste valeur par le biais du résultat net. Le classement dépend du modèle économique de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif ou du passif financier. La norme introduit également des modifications limitées liées aux passifs financiers et vient harmoniser davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La direction évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur les états financiers de la Société.

b) IFRS 16 Contrats de location

En Janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location (« IAS 17 ») et les interprétations connexes. Tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur devra comptabiliser les éléments suivants :

- les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligation locative dans l'état des résultats et du résultat global.

La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, l'adoption anticipée étant permise si IFRS 15 produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est aussi appliquée. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers consolidés.

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

JUGEMENTS

4.1 Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs.

Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 82 174 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2016 (« Exercice 16 ») (225 826 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2015 (« Exercice 15 »)). Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

4.2 Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

4.3 Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Au 30 septembre	
	2016	2015
	\$	\$
Encaisse	467 414	794 026
Certificat de placement garanti portant un taux d'intérêt de 1,41 %, échéant entre le 5 juin 2017	1 000 000	-
Certificats de placement garanti portant un taux d'intérêt entre 1,05 % et 1,25 %, échéant entre le 4 décembre 2015 et le 8 juin 2016	-	5 068 927
	1 467 414	5 862 953

Tous les travaux d'exploration imposés par les financements accréditifs de décembre 2014 et de novembre 2015 ont été réalisés avant le 30 septembre 2015 et le 30 septembre 2016 respectivement.

6. PLACEMENTS

	Au 30 septembre	
	2016	2015
	\$	\$
<i>Courants</i>		
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,40 % et 1,95 %, échéants entre le 8 décembre 2016 et le 17 juillet 2017, ayant une valeur à l'échéance de 8 867 188 \$	8 729 000	-
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,40 % et 1,60 %, échéants entre le 27 novembre 2015 et le 15 juillet 2016, ayant une valeur à l'échéance de 4 602 894 \$	-	4 535 807
<i>Non courants</i>		
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,45 % et 1,95 %, échéants entre le 14 juillet 2018 et le 23 juillet 2018, ayant une valeur à l'échéance de 3 130 844 \$	3 078 910	-
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,60 % et 1,95 %, échéants entre le 5 juin 2017 et le 16 juillet 2018, ayant une valeur à l'échéance de 6 608 312 \$	-	6 496 000
	11 807 910	11 031 807

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les deux tableaux suivants présentent les coûts d'acquisition des propriétés d'exploration :

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2015	Additions nettes	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2016
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 440	75	-	-	290 515
Laflamme	70	82 195	22 352	-	(7 147) ¹⁾	97 400
Patris	100	87 072	-	-	-	87 072
Casault	100	17 649	(111)	-	-	17 538
Jouvex	100	44 244	754	-	-	44 998
Heva	100	100 502	5 507	-	-	106 009
Valmond	100	3 666	3 593	-	-	7 259
La Peltrie	100	69 999	33 594	-	-	103 593
Adam	100	-	11 975	-	-	11 975
Samson	100	-	17 406	-	-	17 406
Abitibi Au	100	69 230	117 892	-	(37 220) ¹⁾	149 902
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	31 993	5 779	-	(7 756) ¹⁾	30 016
Gatineau	100	13 155	2 538	-	(7 344) ¹⁾	8 349
Baie-James						
Baie-James Au	100	164 821	19 673	-	(5 613) ¹⁾	178 881
Éléonore	100	102 512	12 652	-	(9 932) ¹⁾	105 232
JV Éléonore	50	-	96 217	-	-	96 217
Nord du Québec						
Pallas EGP	50	61 301	11 142	-	-	72 443
Willbob	100	34 552	21 290	-	-	55 842
Québec / Labrador						
Ytterby	50.6	7 791	1 413	-	(7 162) ¹⁾	2 042
Génération de projets						
	100	19 462	3 967	-	-	23 429
		1 200 584	387 708	-	(82 174)	1 506 118

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2014	Additions nettes	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2015
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 437	3	-	-	290 440
Laflamme	64.9	69 093	27 792	-	(14 690) ¹⁾	82 195
Patris	100	87 072	-	-	-	87 072
Casault	100	16 717	932	-	-	17 649
Jouvex	100	44 244	-	-	-	44 244
Heva	100	95 203	5 299	-	-	100 502
Valmond	100	-	3 666	-	-	3 666
La Peltrie	100	9 362	60 637	-	-	69 999
Adam	100	-	17 966	(17 966)	-	-
Abitibi Au	100	77 521	(8 291)	-	-	69 230
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	37 438	7 655	-	(13 100) ¹⁾	31 993
Gatineau	100	18 688	3 811	-	(9 344) ¹⁾	13 155
Baie-James						
Baie-James Au	100	180 191	50 923	-	(66 293) ¹⁾	164 821
Éléonore	100	77 730	24 782	-	-	102 512
Baie-James U	100	9 828	63	-	(9 891) ²⁾	-
Baie-James Fe	100	47 808	7 856	-	(55 664) ²⁾	-
Nord du Québec						
Pallas EGP	50	11 301	50 000	-	-	61 301
Willbob	100	1 130	33 422	-	-	34 552
Québec / Labrador						
Ytterby	50.5	1 512	6 279	-	-	7 791
Génération de projets						
	100	15 214	4 248	-	-	19 462
		1 090 489	297 043	(17 966)	(168 982)	1 200 584

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle.

2) La Société a radié cette propriété car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Les deux tableaux suivants présentent les frais d'exploration et d'évaluation :

Frais d'E&E	Participa- tion indivise	Au 30 sept. 2015	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépré- ciation	Au 30 sept. 2016
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	232 965	5 736	-	(2 611)	-	236 090
Laflamme	70	1 507 229	493 710	-	(107 086)	-	1 893 853
Patris	100	219 143	2 503	-	-	-	221 646
Casault	100	298 888	72 100	-	(18 280)	-	352 708
Jouvex	100	348 457	3 509	-	-	-	351 966
Heva	100	35 133	171 293	-	(49 350)	-	157 076
Valmond	100	120 742	-	-	-	-	120 742
Samson	100	439	88 317	-	(10 553)	-	78 203
La Peltrie	100	118 209	632 046	-	(97 771)	-	628 505
Adam	100	-	47 264	-	(4 423)	-	42 841
Abitibi Au	100	117 841	73 787	-	(17 984)	-	173 644
Grenville-Appalaches							
Weedon	100	484 279	45 231	-	(6 280)	-	523 230
Gatineau	100	28 892	132	-	-	-	29 024
Baie-James							
Baie-James Au	100	248 057	17 260	-	(3 431)	-	261 886
Éléonore	100	1 527 352	154 314	-	(52 363)	-	1 629 303
JV Éléonore	50	-	218 637	-	(93 945)	-	124 692
Nord du Québec							
Pallas EGP	50	269 391	159 839	-	(59 730)	-	369 500
Willbob	100	111 951	775 697	-	(322 377)	-	565 271
Québec / Labrador							
Ytterby	50.6	172 054	11 529	-	-	-	183 583
Génération de projets							
	100	59 390	17 831	-	(3 152)	-	74 069
		5 900 412	2 990 735		(849 336)		8 041 811

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Frais d'E&E	Participation indivise	Au 30 sept. 2014	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépréciation	Au 30 sept. 2015
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	232 965	-	-	-	-	232 965
Laflamme	64.9	1 310 514	199 977	-	(3 262)	-	1 507 229
Patris	100	208 755	10 388	-	-	-	219 143
Casault	100	290 082	8 806	-	-	-	298 888
Jouvex	100	346 090	2 367	-	-	-	348 457
Heva	100	18 563	16 570	-	-	-	35 133
Valmond	100	123 955	6 787	(10 000)	-	-	120 742
Samson	100	-	439	-	-	-	439
La Peltrie	100	-	118 209	-	-	-	118 209
Adam	100	-	-	-	-	-	-
Abitibi Au	100	36 641	83 556	-	(2 356)	-	117 841
Grenville-Appalaches							
Weedon	100	388 013	108 768	-	(12 502)	-	484 279
Gatineau	100	28 766	126	-	-	-	28 892
Baie-James							
Baie-James Au	100	216 677	37 758	-	(6 378)	-	248 057
Éléonore	100	1 175 139	377 436	-	(25 223)	-	1 527 352
Baie-James U		14 686	-	-	-	(14 686) ¹⁾	-
Baie-Fe	100	42 158	-	-	-	(42 158) ¹⁾	-
Nord du Québec							
Pallas EGP	50	216 088	53 459	-	(156)	-	269 391
Willbob	100	5 116	117 948	-	(11 113)	-	111 951
Québec / Labrador							
Ytterby	50.5	109 090	62 964	-	-	-	172 054
Génération de projets							
	100	39 547	19 843	-	-	-	59 390
		4 802 845	1 225 401	(10 000)	(60 990)	(56 844)	5 900 412

1) La Société a radié cette propriété car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

ABITIBI

7.1 Maritime-Cadillac

La Société détient 49 % de la propriété Maritime-Cadillac. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« NSR »); la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement d'un montant de 1 000 000 \$. En vertu de l'entente signée en juin 2009 et amendée en novembre 2012 et mai 2013, Agnico Eagle Mines Limited (« Agnico Eagle ») et la Société sont en coentreprise sur la propriété Maritime-Cadillac et les travaux futurs sont partagés selon le ratio 51 % Agnico Eagle - 49 % la Société.

7.2 Laflamme Au-Cu

Le 17 août 2009, la Société a signé une entente avec Mines Aurbec Inc. (« Aurbec ») (antérieurement une filiale de North American Palladium Ltd.) qui a été vendue à Minéraux Maudore Itée en mars 2013. Le 31 juillet 2011, Aurbec a gagné sa participation indivise de 50 % dans la propriété Laflamme mais ne contribue plus aux travaux d'exploration depuis décembre 2012, se faisant ainsi diluer. La Société détient 70,0 % de la propriété Laflamme. Le 17 juin 2016, Mines Abcourt inc. a acquis la propriété dans le cadre de la faillite d'Aurbec.

7.3 Patris

La Société détient la propriété Patris et certains claims sont assujettis aux redevances NSR suivantes :

- 1 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 1,5 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 500 000 \$.
- 2 % rachetable pour 1 000 000 \$ par tranche de 1 % pour un total de 2 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 1 000 000 \$ par tranche de 1 % pour un total de 2 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 500 000 \$ pour la première tranche de 1 % et pour 1 000 000 \$ pour la deuxième tranche de 1%, pour un total de 1 500 000 \$.

La Société a signé une entente d'option avec Ressources Teck Itée (« Teck ») le 6 septembre 2013 et l'a amendée les 20 mai 2014 et 30 mai 2016 afin d'accommoder les délais pour obtenir les permis d'exploration. Selon l'entente, Teck a l'option d'acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Patris en contrepartie des termes suivants :

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
Le ou avant le 31 août 2015 (engagement ferme)(complété)	-	500 000
Le ou avant le 31 août 2017	-	800 000
Le ou avant le 31 août 2018	-	1 700 000
		- 3 000 000
Deuxième Option pour une participation additionnelle de 10 %		
Le ou avant le 31 août 2019, des dépenses d'exploration de 500 000 \$ et des paiements de 60 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 2 %	300 000	2 500 000
Troisième Option pour une participation additionnelle de 5 %		
Le ou avant le 31 août 2021, des dépenses d'exploration de 1 000 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 1 %	-	5 000 000
Total pour une participation maximale de 65 %	300 000	10 500 000

Teck sera le gérant des travaux durant la première option.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

7.4 Casault et Jouvex

Le 10 octobre 2014, la Société a signé une entente avec SOQUEM par laquelle SOQUEM a l'option d'acquérir un intérêt indivis de 50 % dans les propriétés Casault et Jouvex. En date du 10 octobre 2016, SOQUEM a complété les engagements de travaux de 4 500 000 \$, a acquis un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Casault et Jouvex et est maintenant en coentreprise avec la Société. La Société est l'opérateur durant la période de l'option.

7.5 Heva

La Société détient la propriété Heva et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de 2 % et la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement de 1 000 000 \$.

7.6 Valmond

Le 19 novembre 2013, la Société a signé une entente avec Ressources Sphinx Ltée (« Sphinx ») par laquelle Sphinx avait l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Valmond, sous réserve de 250 000 \$ de paiements en espèces (30 000 \$ complétés) et 2 500 000 \$ travaux d'exploration (670 350 \$ complétés). En août 2015, Sphinx a résilié l'entente sur la propriété Valmond.

7.7 Samson

Le 3 septembre 2014, la Société a signé une entente avec Sphinx par laquelle Sphinx pouvait acquérir une participation de 50 % dans la propriété Samson, sous réserve de 275 000 \$ de paiements en espèces (40 000 \$ complétés) et 3 500 000 \$ travaux d'exploration (555 854 \$ complétés). Le 11 décembre 2015, Sphinx a résilié l'entente sur la propriété Samson.

7.8 Adam

Le 12 décembre 2014, la Société a signé une entente avec Sphinx par laquelle Sphinx pouvait acquérir une participation de 50 % dans la propriété Adam, sous réserve de 250 000 \$ de paiements en espèces (20 000 \$ complétés) et 3 000 000 \$ travaux d'exploration (174 449 \$ complétés). Le 11 décembre 2015, Sphinx a résilié l'entente sur la propriété Adam.

GRENVILLE-APPALACHES

7.9 Weedon

La Société détient la propriété Weedon et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de :

- 1 % rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 0,5 % rachetable sur paiement de 500 000 \$;
- 1,5 % sur tous les métaux à l'exception de l'or et l'argent, rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0.5 % pour un total de 1 500 000 \$.

BAIE-JAMES

7.10 Baie-James Or JV (Au), opéré par Osisko

Le 13 juin 2016, une entente de coentreprise (50 % - 50 %) a été signée avec Exploration Osisko - Baie James inc. (« Osisko ») permettant ainsi à Osisko et la Société de coopérer et combiner leurs efforts pour explorer la propriété JV Éléonore récemment jalonnée par les deux sociétés. La propriété est située environ 12 kilomètres au sud-est et au nord-ouest du gisement Éléonore de Goldcorp inc.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

NORD DU QUÉBEC

7.11 Pallas EGP

Le 21 janvier 2014, la Société a signé une entente d'option avec Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (« JOGMEC »). En septembre 2015, JOGMEC a complété son engagement de 2 000 000 \$ de dépenses d'exploration et peut maintenant exercer son option d'acquérir un intérêt de 50 % dans la propriété Pallas EGP. La Société agit à titre d'opérateur tant qu'elle détiendra un intérêt égal ou supérieur à 50 % dans le projet.

QUÉBEC / LABRADOR

7.12 Ytterby

Le 23 février 2010, la Société a signé une lettre d'entente (puis une lettre d'entente définitive le 29 juillet 2011) avec JOGMEC par laquelle JOGMEC a gagné le droit à une participation conjointe de 50 % dans la propriété Ytterby, en contrepartie de 2 700 000 \$ de travaux d'exploration. Au 30 septembre 2015, JOGMEC n'avait pas encore donné son avis d'exercer son droit. Au printemps 2015, JOGMEC a indiqué qu'elle ne participerait pas au programme d'exploration et son intérêt a été dilué à 49,4 %.

8. CAPITAUX PROPRES

Autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et participatives.

8.1 Placements privés

a) Décembre 2014

Unités

Les 3 et 17 décembre 2014, la Société a complété des placements privés par l'émission de 1 100 430 et 162 858 unités respectivement à 0,70 \$ par unité pour un produit brut total de 884 302 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet d'acquérir une action à 0,95 \$ chacune jusqu'aux 2 et 16 décembre 2016 respectivement.

De la contrepartie totale reçue pour les unités, 75 062 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 809 240 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a d'abord été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,04 %, volatilité prévue de 55,1 % relativement aux unités émises le 3 décembre 2014 et 56,2 % relativement aux unités émises le 17 décembre 2014, aucun dividende moyen par action et durée prévue des bons de souscription de 24 mois.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

8. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

Accréditif

Les 3 et 17 décembre 2014, la Société a complété des placements privés par l'émission de 1 036 683 et 30 000 actions accréditives à 0,85 \$ chacune, pour un produit brut total de 906 680 \$. Les 3 et 17 décembre 2014, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 0,65 \$ et 0,70 \$ respectivement ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ et 0,15 \$ respectivement pour une valeur totale de 211 837 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Au 30 septembre 2015, la Société a complété tous les travaux d'exploration en vertu de ces placements accréditifs.

Dans le cadre des placements privés de décembre 2014, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 29 274 \$.

b) Mai 2015

Unités

Les 4 et 12 mai 2015, la Société a clôturé un placement privé de 20 622 569 unités à un prix de 0,70 \$ par unité pour un produit brut total de 14 435 798 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 1,15 \$ jusqu'au 3 mai 2018.

De la contrepartie totale reçue pour les unités, 1 922 031 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 12 513 767 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a d'abord été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,51 %, volatilité prévue de 49,8 %, aucun dividende moyen par action et durée prévue des bons de souscription de 3 ans.

Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 457 980 \$ et a émis des bon de souscription - rémunération permettant aux intermédiaires d'acquérir 555 000 actions ordinaires de la Société au prix de 0,70 \$ par action jusqu'au 3 mai 2017. Le coût total des bons de souscription - rémunération est de 116 550 \$ et cette juste valeur été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des mêmes hypothèses que les bons de souscription sauf pour la durée prévue qui est de 2 ans.

Les frais d'émission, incluant les honoraires d'intermédiation et les bons de souscription – rémunération, totalisent 952 790 \$ dont 825 883 \$ a été allouée au capital social et 126 907 \$ au bons de souscription.

c) Novembre 2015

Accréditif

Le 20 novembre 2015, la Société a complété un placement privé par l'émission de 835 365 actions accréditives à 0,85 \$ chacune, pour un produit brut total de 710 060 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 0,62 \$ ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,23 \$ pour une valeur totale de 192 134 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 26 208 \$. Au 30 septembre 2016, la Société a complété tous les travaux d'exploration en vertu de ces placements accréditifs.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

8. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

8.2 Bons de souscription

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	Exercice 16		Exercice 15	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	21 254 213	1 997 093	401 001	30 818
Émis lors de placements privés (note 8.1)	-	-	21 254 213	1 997 093
Expirés	-	-	(401 001)	(30 818)
Solde à la fin de l'exercice	21 254 213	1 997 093	21 254 213	1 997 093

Les bons de souscription en circulation au 30 septembre 2016 sont les suivantes:

Nombre de bons de souscription	Prix de levée	Date d'expiration
	\$	
550 215	0,95	2 décembre 2016 (507 357 exercés avant l'échéance)
81 429	0,95	16 décembre 2016 (81 429 exercés avant l'échéance)
20 622 569	1,15	3 mai 2018
21 254 213		

8.3 Bons de souscription courtiers

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription courtier en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	Exercice 16		Exercice 15	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	555 000	116 550	-	-
Émis lors d'un placement privé (note 8.1)	-	-	555 000	116 550
Exercés	(555 000)	(116 550)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	-	-	555 000	116 550

8.4 Politiques et procédures de gestion du capital

Le capital de la Société est constitué des capitaux propres de 23 759 148 \$ au 30 septembre 2016 (23 596 135 \$ au 30 septembre 2015). En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisitions et d'exploration de propriétés minières. Au besoin, la Société lève des fonds dans le marché des capitaux. La Société ne se sert pas d'emprunt à long terme, car elle ne génère pas de revenus d'exploitation. Il n'y a pas de politique de versement de dividendes. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accréditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (et la Société était conforme durant l'année).

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

9.1 Salaires

	2016	2015
	\$	\$
Salaires	892 546	755 900
Jetons administrateurs	34 875	-
Charges sociales	73 634	68 111
	1 001 055	824 011
Moins : salaires et charges sociales capitalisés aux actifs d'E&E	(544 780)	(475 153)
Salaires présentés à l'état du résultat global	456 275	348 858

9.2 Rémunération à base d'actions

	2016	2015
	\$	\$
Rémunération à base d'actions	142 127	98 948
Moins : rémunération à base d'actions capitalisée aux actifs d'E&E	(45 176)	(32 035)
Rémunération à base d'actions présentée à l'état du résultat global	96 951	66 913

La Société a un régime d'option d'achat d'actions (le « régime »). Le nombre d'actions ordinaires attribuées est déterminé par le conseil d'administration. Le 10 décembre 2015, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du nombre d'actions pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions, soit de 4 000 000 à 5 400 000 d'actions. Cette modification au régime a été approuvée par la Bourse. Le prix d'exercice de toute option attribuée dans le cadre du régime sera établi par le conseil d'administration au moment de l'attribution et ne pourra être inférieur au cours de la clôture le jour précédant l'octroi. La durée d'une option ne dépassera pas dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sont normalement acquises à raison de 1/6 par 3 mois à partir de la date de l'octroi, à moins qu'il ne soit décidé autrement par le conseil d'administration.

Le 13 août 2015, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 475 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,60 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 123 500 \$ soit une juste valeur de 0,26 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,12 %, volatilité prévue de 45 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 11 août 2016, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 500 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,10 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 250 000 \$ soit une juste valeur de 0,50 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,87 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (SUITE)

Les opérations sur les options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit:

	Exercice 16		Exercice 15	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	2 020 000	1,18	1 780 000	1,27
Octroyées	500 000	1,10	475 000	0,60
Exercées	(25 000)	0,60	-	-
Expirées	-	-	(235 000)	1,47
Solde à la fin de l'exercice	2 495 000	1,10	2 020 000	1,18
Solde à la fin de l'exercice exerçable	1 836 666	1,14	1 545 000	1,24

Les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2016 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
260 000	260 000	1,76	17 février 2021
315 000	315 000	1,54	16 février 2022
20 000	20 000	1,61	27 février 2022
345 000	345 000	1,25	19 février 2023
605 000	605 000	0,85	20 février 2024
450 000	291 666	0,60	13 août 2025
500 000	-	1,10	11 août 2026
2 495 000	1 836 666		

10. PERTE NETTE PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'année divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année. En calculant le résultat dilué par action, les actions ordinaires potentielles, telles que les options et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet anti dilutif. Les informations sur les options et les bons de souscription en circulation ayant un effet potentiellement dilutif sur le résultat par action futur sont présentées aux notes 8 et 9.

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Résultat net	(807 158)	(629 098)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	54 001 374	40 639 071
Résultat de base et diluée par action	(0,01)	(0,02)

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	192 134	239 297
Total du recouvrement d'impôt	192 134	239 297

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculée selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Résultat net avant impôts sur les bénéfices	(999 292)	(868 395)
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial de 26,90 %	(268 810)	(233 598)
Dépenses non déductibles	33 247	22 917
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditives	191 006	266 610
Amortissement des primes sur les actions accréditives	(192 134)	(239 297)
Différences temporelles non comptabilisées	41 479	(76 376)
Autres éléments	3 077	(6 195)
Attributs fiscaux expirés	-	26 642
	(192 135)	(239 297)

La réalisation de bénéfices imposable est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés : ces actifs d'impôts futurs non comptabilisés totalisent 1 201 000 \$.

Au 30 septembre 2016, les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	1 848 000	1 648 000
Dons	22 000	18 000
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription	199 000	259 000
Total des actifs d'impôts différés	2 069 000	1 925 000
Passifs d'impôts différés		
Actifs d'E&E	868 000	782 000
Total des passifs d'impôts différés	868 000	782 000
Actifs d'impôt différés non reconnus	1 201 000	1 143 000

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Au 30 septembre 2016, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2026	84 000	69 000
2027	126 000	112 000
2027	177 000	183 000
2028	540 000	514 000
2029	645 000	631 000
2030	726 000	713 000
2031	677 000	663 000
2032	748 000	736 000
2033	906 000	891 000
2034	760 000	749 000
2035	820 000	811 000
2036	1 044 000	1 026 000

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

12.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration ainsi que le président, le vice-président exploration et la chef des finances. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Avantages à court terme		
Salaires incluant les primes et avantages	359 210	288 781
Honoraires	72 427	67 534
Honoraires enregistrés dans les frais d'émission d'actions	3 263	12 724
Salaires incluant les primes et avantages capitalisés dans les frais d'E&E	129 450	132 260
Avantages à long terme		
Rémunération à base d'actions	96 969	65 050
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&E	16 162	10 842
Total de la rémunération	677 481	577 191

Le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu des contrats d'emploi amendés avec certains membres de la haute direction, lesquels prévoient, entre autres, une indemnité de départ équivalente à la rémunération de 12 mois à 18 mois de salaire de base dans le cas d'une cessation d'emploi sans motif valable ou d'un changement de contrôle. De plus, le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu un contrat de services consultatifs avec une membre de la haute direction, lequel prévoit, entre autre, une somme forfaitaire équivalente à la rémunération de 18 mois de services consultatifs dans le cas d'une terminaison du contrat sans motif valable ou d'un changement de contrôle.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

12.2 Transactions entre parties liées

En plus des montants divulgués à la note 12.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

Dans le cours normal des affaires :

- ♦ Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 63 568 \$ (125 932 \$ durant l'Exercice 15) dont 51 089 \$ (55 001 \$ durant l'Exercice 15) ont été comptabilisés à l'état du résultat global et 12 479 \$ (70 931 \$ durant l'Exercice 15) ont été comptabilisés comme frais d'émission d'actions.
- ♦ Une société contrôlée par un dirigeant a facturé des honoraires totalisant 69 620 \$ (57 660 \$ durant l'Exercice 15) pour son équipe;
- ♦ Au 30 septembre 2016, le montant dû aux parties liées s'élevait à 16 300 \$ (21 563 \$ au 30 septembre 2015).

Hors du cours normal des affaires :

- ♦ Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé au placement privé d'actions accréditives de novembre 2015 (note 8.1 c)) pour 96 050 \$ (décembre 2014 (note 8.1 a)) pour 79 050 \$) et au placement privé d'unités de mai 2015 (note 8.1 b)) pour 15 400 \$. Les administrateurs et dirigeants ont souscrit aux placements d'unités et d'actions accréditives avec les mêmes termes et conditions offerts aux autres souscripteurs.

13. CONTRAT DE LOCATION SIMPLE

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit (en prenant pour hypothèse que l'indice du prix à la consommation sera le même que celui du rapport de septembre 2016 pour 12 mois émis par Statistique Canada, soit 1,3 %) :

	Au 30 septembre 2016
	\$
Moins d'un an	23 899
De 1 à 5 ans	10 060
Plus de 5 ans	-
Total	33 959

En septembre 2012, la Société a renouvelé le bail pour une période de cinq ans, soit de mars 2013 jusqu'en février 2018. Le loyer de la première année est de 21 875 \$ et sera par la suite indexé annuellement selon le plus élevé de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et 2,5 %. La Société est aussi responsable de sa quote-part proportionnelle de la surtaxe pour immeubles non résidentiels et la taxe d'eau.

Les paiements au titre de la location comptabilisés en charges au cours de l'année financière totalisent 25 634 \$ (24 871 \$ durant l'Exercice 15). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

14. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

14.1 Risques de marché

Risque lié à la juste valeur du taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les placements inclus dans la trésorerie et équivalent de trésorerie ainsi que dans les placements portant intérêt à taux fixe et exposent la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus (moins) élevés de 1 % auraient diminué (augmenté) la juste valeur de ceux-ci de 128 079 \$ au 30 septembre 2016 (161 007 \$ au 30 septembre 2015).

Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

14.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ses placements dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne, un courtier détenu par une banque à charte ou une société indépendante courtier en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants.

Durant l'Exercice 16, les placements comprennent des certificats de placement garantis par des banques canadiennes ou par le Fonds canadien de protection des épargnants. La Société vise à signer des ententes de partenariat avec des sociétés établies et elle suit leur situation de trésorerie de près afin de réduire les risques de crédit sur les comptes débiteurs.

14.3 Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 30 septembre 2016, la Société avait suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements existants. Tous les comptes créditeurs et charges à payer sont moins de 31 jours.

14.4 Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, placements, comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration à venir est considérée être une approximation raisonnable de leur juste valeur de par leur maturité à court terme et ainsi que des termes contractuels de ces instruments.

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2016 et 2015

15. INFORMATIONS ADDITIONNELLES RELATIVEMENT AU TABLEAU DE TRÉSORERIE

	Exercice 16	Exercice 15
	\$	\$
Rémunération à base d'actions incluse dans les frais d'E&E	45 176	32 035
Additions aux propriétés d'exploration et aux frais d'E&E inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	396 820	339 513
Crédits d'impôt à recevoir comptabilisés en réduction des frais d'E&E	855 716	60 990
Exercice d'options imputé au capital social	6 500	-
Exercice de bons de souscription imputé au capital social	116 550	-
Intérêts reçus	239 459	73 945

16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 17 et 24 novembre 2016, la Société a complété un placement privé par l'émission de 1 284 354 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 1 733 876 \$. À ces dates, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 1,15 \$ et 1,14 \$ respectivement, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ et 0,21 \$ respectivement, pour une valeur total de 259 290 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 60 650 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé dans ces placements pour un montant total de 136 100 \$.

Le 23 novembre 2016, la Société a octroyé à un employé 50 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,13 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 25 500 \$ soit une juste valeur de 0,51 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,72 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.